



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 27, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'axe exécutif Saint-Cyr et Fils-Aimé a consolidé son autorité opérationnelle sur les FAd'H et la PNH le 26 janvier par des visites coordonnées de haut niveau cadrant les forces de sécurité sous un récit de reconquête territoriale. Les restrictions de visa des États-Unis contre deux membres non identifiés du CPT pour facilitation de gangs ont intensifié la pression internationale sur le conseil de transition onze jours avant l'expiration de son mandat le 7 février 2027. La sécurité aérienne s'est effondrée davantage lorsque des coups de feu ont frappé deux avions à l'aéroport international Toussaint Louverture le 25 janvier suspendant la seule route internationale restante et prolongeant l'isolement fonctionnel de la capitale. Aucune offensive de gang à grande échelle ne s'est matérialisée mais les dynamiques de contrôle territorial et l'incertitude de succession politique demeurent les variables dominantes façonnant la trajectoire à court terme.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Saint-Cyr et Fils-Aimé ont visité le quartier général des FAd'H le 26 janvier promettant modernisation et soutien opérationnel pour les opérations de reconquête territoriale. Les États-Unis ont imposé des restrictions de visa à deux membres du CPT pour obstruction des efforts anti-gangs et facilitation d'organisations terroristes désignées en vertu de l'INA 212(a)(3)(C).

Deux avions ont été frappés par des coups de feu à Toussaint Louverture le 25 janvier suspendant la dernière connexion internationale opérationnelle en attente d'examen de sécurité.

L'ancien président intérimaire Privert a déclaré qu'aucun vide institutionnel ne se produira après le 7 février 2027 arguant que les dispositions constitutionnelles permettent la continuité du gouvernement.

Aucun ajustement du calendrier électoral du CEP ni offensive majeure de gangs signalés au cours des dernières vingt-quatre heures.

DÉVELOPPEMENT 1: Le 26 janvier le président du CPT Laurent Saint-Cyr et le premier ministre Alix Didier Fils-Aimé ont effectué une visite officielle au quartier général des FAd'H accompagnés du ministre de la Défense Jean Michel Moïse. Le trio de dirigeants a livré un message public soulignant le soutien de l'État à la modernisation de l'armée et au renforcement de sa capacité opérationnelle. Fils-Aimé s'est engagé à renforcer les ressources logistiques et humaines des FAd'H permettant à l'institution de remplir son mandat constitutionnel aux côtés de la PNH dans les opérations de reconquête territoriale. La visite représente la dernière en

date d'un engagement exécutif systématique avec les deux forces de sécurité sous un message de commandement unifié.

Le tandem Saint-Cyr et Fils-Aimé a maintenant engagé le leadership de la PNH et des FAd'H en quarante-huit heures se positionnant comme les coordinateurs légitimes de la politique de sécurité. Les reportages d'HaitiLibre ont caractérisé le modèle d'engagement comme établissant une autorité exécutive sur les opérations de sécurité indépendamment du consensus complet du CPT. Les visites synchronisées signalent une stratégie de consolidation du pouvoir opérationnel alors que le 7 février 2027 approche sans mécanisme de succession formel en place.

La coordination exécutive s'est produite dans un contexte de pression continue des États-Unis sur la composition du CPT et la légitimité de la gouvernance. Le directeur général par intérim de la PNH Vladimir Paraison a reçu un engagement de haut niveau similaire transmettant le soutien de l'État aux opérations anti-gangs en cours. Aucune déclaration publique d'autres membres du CPT n'a accompagné les visites aux forces de sécurité suggérant une fragmentation interne potentielle du conseil sur la coordination de la politique de sécurité.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les FAd'H ont été reconstituées en 2017 après vingt-deux ans de dissolution suite à la démobilisation de 1995 sous pression internationale. L'institution a eu du mal à établir une capacité opérationnelle et un mandat constitutionnel clair distinct de la PNH créant des défis persistants de coordination civilo-militaire.

POINTS DE DISCUSSION

Saint-Cyr et Fils-Aimé se positionnent comme autorité exécutive unifiée sur la politique de sécurité indépendamment du consensus complet du CPT.

L'engagement de modernisation des FAd'H représente un signal d'engagement de ressources mais les lacunes de capacité opérationnelle demeurent substantielles.

La coordination de sécurité exécutive s'intensifie alors que la date limite du 7 février 2027 approche sans plan de succession formel.

L'engagement systématique de la PNH et des FAd'H en quarante-huit heures démontre une stratégie délibérée de consolidation d'autorité.

L'absence de déclarations publiques de membres du CPT accompagnant les visites suggère une fragmentation interne potentielle sur la gouvernance de sécurité.

Le modèle établit Saint-Cyr et Fils-Aimé comme acteurs exécutifs dominants dans la période de transition.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les partenaires internationaux devraient évaluer si la consolidation exécutive de Saint-Cyr et Fils-Aimé représente une coordination stabilisatrice ou une concentration d'autorité prématurée avant l'expiration du mandat.

Les programmes d'assistance à la sécurité devraient clarifier les attentes de commandement et de contrôle entre l'autorité politique du CPT et le leadership opérationnel exécutif.

Les acteurs du secteur privé devraient évaluer si le message de sécurité unifié réduit le risque opérationnel ou crée une incertitude de succession.

Les missions diplomatiques devraient déterminer leur position sur les revendications d'autorité exécutive en l'absence de consensus formel du CPT sur la politique de sécurité.

Les observateurs de la société civile devraient suivre si les engagements de modernisation des FAd'H se traduisent en allocations budgétaires et déploiements opérationnels.

Les parties prenantes politiques devraient évaluer si le modèle d'engagement des forces de sécurité signale un modèle de gouvernance post-7 février 2027.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: Le Département d'État des États-Unis a annoncé des restrictions de visa contre deux membres non identifiés du CPT et leurs familles immédiates le 25 janvier en vertu de l'article 212(a)(3)(C) de la Loi sur l'immigration et la nationalité pour implication dans des opérations de gangs et obstruction des efforts contre les organisations terroristes étrangères désignées par le gouvernement fédéral. Les mesures représentent les premières sanctions directes des États-Unis ciblant des membres du CPT en fonction depuis la formation du conseil en avril 2024. Le Département d'État a refusé d'identifier les individus sanctionnés citant la procédure diplomatique standard mais les reportages de Reuters ont confirmé que les restrictions ciblent des membres du CPT pour facilitation d'activités de gangs et sabotage des opérations gouvernementales anti-gangs.

Le moment des sanctions onze jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2027

signale une impatience croissante des États-Unis avec la performance et la composition de la gouvernance transitionnelle. Le secrétaire d'État Marco Rubio a publiquement exhorté la dissolution du CPT à la date limite du mandat tout en soutenant la continuation de Fils-Aimé comme premier ministre. Le mécanisme de restriction de visa permet une pression ciblée sans gel d'actifs formels ou interdictions de voyage qui nécessiteraient une coordination du Département du Trésor et un consensus international plus large.

HaitiLibre a caractérisé les mesures comme des sanctions directes sans précédent contre le leadership du CPT marquant un changement de la pression diplomatique vers des mécanismes de responsabilisation. Aucune réponse officielle du CPT ni identification de membres n'a émergé dans les quarante-huit heures suivant l'annonce suggérant un désaccord interne sur le positionnement public. La nature non identifiée des sanctions crée une incertitude sur quels membres font face à des restrictions amplifiant potentiellement les tensions internes du conseil.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'article 212(a)(3)(C) de la Loi sur l'immigration et la nationalité autorise les restrictions de visa pour les individus dont l'entrée aurait des conséquences de politique étrangère potentiellement graves. Les applications antérieures liées à Haïti ont ciblé des officiels sous les administrations Martelly et Moïse pour corruption et violations des droits de l'homme.

POINTS DE DISCUSSION

Les premières sanctions directes des États-Unis contre des membres du CPT en fonction représentent une escalade diplomatique au-delà de la pression verbale.

Le moment onze jours avant l'expiration du mandat le 7 février 2027 maximise l'impact politique sur les négociations de succession.

Les cibles de sanctions non identifiées créent une incertitude interne sur quels membres font face à des restrictions amplifiant potentiellement la fragmentation du conseil.

La position de Rubio soutenant la dissolution du CPT et la continuation de Fils-Aimé est maintenant soutenue par des mesures de responsabilisation et pas seulement de la rhétorique. Le mécanisme de restriction de visa permet une pression ciblée sans nécessiter de gels d'actifs du Trésor ou de coordination internationale plus large.

Aucune réponse officielle du CPT en quarante-huit heures suggère un désaccord interne sur la stratégie de positionnement public.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient évaluer si les sanctions des États-Unis signalent une campagne de pression multilatérale coordonnée ou une escalade unilatérale.

Les acteurs politiques devraient évaluer leur position de négociation par rapport à la préférence des États-Unis pour la dissolution du CPT et la continuation de Fils-Aimé.

Les parties prenantes du secteur privé devraient déterminer si les sanctions réduisent l'incertitude de gouvernance ou augmentent la volatilité politique avant l'expiration du mandat.

Les communautés de la diaspora devraient surveiller si des membres supplémentaires du CPT font face à des restrictions similaires dans les prochains jours.

Les observateurs de la société civile devraient suivre si les sanctions produisent des changements de composition du CPT avant la date limite du 7 février 2027.

Les conseillers juridiques devraient clarifier les implications des sanctions non identifiées pour les relations commerciales avec les membres du CPT.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Deux avions ont subi des dommages par coups de feu à l'aéroport international Toussaint Louverture le 25 janvier incitant l'Aviation Civile Nationale et l'Office National de l'Aviation Civile à lancer une enquête de sécurité immédiate et à suspendre les opérations sur la seule connexion internationale restante. Les avions ciblés desservaient la route de réunification familiale avec le Brésil représentant le dernier service de passagers international fonctionnel après que la Federal Aviation Administration a prolongé l'interdiction des transporteurs des États-Unis jusqu'au 7 mars et que ZED Airlines a suspendu ses opérations. L'AAN et l'OFNAC ont annoncé des protocoles de sécurité renforcés mais n'ont fourni aucun calendrier pour la restauration du service.

L'attaque aérienne élimine la connectivité internationale des passagers restante isolant effectivement Port-au-Prince du transport aérien commercial direct. Toussaint Louverture fonctionne maintenant dans des conditions sévèrement restreintes sans accès aux transporteurs des États-Unis sans service de transporteurs européens et avec des connexions régionales suspendues. La fermeture fonctionnelle de l'aéroport aggrave les contraintes logistiques existantes sur les opérations humanitaires les voyages d'affaires et les mouvements diplomatiques. Les attaques de gangs précédentes contre des avions en novembre 2024 ont

déclenché les restrictions initiales de la FAA qui se sont progressivement resserrées plutôt que relâchées.

Le moment coïncide avec le récit de reconquête territoriale en cours du leadership exécutif de Saint-Cyr et Fils-Aimé suggérant que les forces de sécurité n'ont pas établi le contrôle du périmètre de l'aéroport malgré le message de coordination de haut niveau. La capacité des gangs à cibler des avions démontre une portée opérationnelle persistante dans les zones d'infrastructure critique. Aucun groupe n'a revendiqué la responsabilité mais le modèle d'attaque reflète les frappes précédentes attribuées à des groupes armés contestant les revendications de contrôle territorial du gouvernement.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Federal Aviation Administration a d'abord imposé des restrictions de vol en Haïti en novembre 2024 après que des coups de feu de gangs ont frappé plusieurs avions commerciaux. Les restrictions ont été prolongées trimestriellement avec la plus récente prolongation s'étendant jusqu'au 7 mars 2026 affectant tous les transporteurs enregistrés aux États-Unis.

POINTS DE DISCUSSION

La dernière connexion internationale de passagers restante maintenant suspendue suite à une attaque par coups de feu sur deux avions le 25 janvier.

Port-au-Prince fonctionnellement isolé du transport aérien commercial direct sans calendrier de restauration de service annoncé.

L'attaque démontre la portée opérationnelle des gangs dans le périmètre de l'aéroport malgré les revendications exécutives de progrès de reconquête territoriale.

La logistique humanitaire les évacuations médicales et les opérations commerciales font face à des contraintes accrues de la fermeture de l'aviation.

L'interdiction de la Federal Aviation Administration jusqu'au 7 mars 2026 maintenant aggravée par les suspensions de transporteurs régionaux et les incidents de sécurité.

Aucune revendication de responsabilité n'a émergé mais le modèle d'attaque est cohérent avec le ciblage précédent par les gangs de l'infrastructure aérienne.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient évaluer le routage logistique alternatif via

Cap-Haïtien ou les passages frontaliers dominicains pour les opérations essentielles.

Les acteurs humanitaires devraient évaluer les contraintes de capacité d'évacuation médicale et pré-positionner les ressources de réponse d'urgence.

Les entités du secteur privé devraient réviser les plans de continuité des affaires en supposant une fermeture prolongée de l'aviation à Port-au-Prince.

Les missions diplomatiques devraient clarifier les protocoles de sécurité des vols charter et les évaluations de contrôle du périmètre.

Les autorités de l'aviation civile devraient déterminer les normes de sécurité minimales requises pour la restauration du service et la faisabilité du calendrier.

Les souscripteurs d'assurance devraient réévaluer les primes de risque aérien pour les opérations en Haïti reflétant l'environnement de sécurité détérioré.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: L'ancien président intérimaire Jocelerme Privert a déclaré dans une entrevue du 27 janvier au Nouvelliste qu'aucun vide institutionnel ne se produira après le 7 février 2027 arguant que les dispositions constitutionnelles permettent la continuation du premier ministre et du gouvernement sans autorité de succession formelle. La position de Privert contredit le message diplomatique des États-Unis exhortant la dissolution du CPT à la date limite du mandat. Le commentaire analytique de Presse-Gauche a décrit deux scénarios concurrents pour la gouvernance post-7 février 2027: un arrangement politique négocié préservant Fils-Aimé avec un rôle modifié du CPT ou une transition chaotique avec des revendications de légitimité concurrentes.

Le débat d'interprétation constitutionnelle se concentre sur la question de savoir si le gouvernement peut fonctionner sans autorité présidentielle ou présidentielle transitionnelle après l'expiration du mandat du CPT. L'argument de Privert repose sur des dispositions permettant la continuité ministérielle pendant les périodes de transition jusqu'à ce que des institutions successeurs se forment. La position des États-Unis par le secrétaire Rubio soutient explicitement la dissolution du CPT et la continuation de Fils-Aimé suggérant une préférence externe pour la consolidation de l'autorité exécutive sur la gouvernance basée sur le conseil.

Aucun membre du CPT n'a publiquement approuvé l'interprétation constitutionnelle de Privert

ou un cadre de succession alternatif en réponse à la pression des États-Unis. Le silence suggère un désaccord interne sur le positionnement post-mandat avec certains membres soutenant potentiellement la dissolution et d'autres défendant l'extension de l'autorité du conseil. Les propositions de la société civile diffusées ces dernières semaines n'ont pas réussi à générer un consensus politique sur le mécanisme de succession créant un risque élevé de revendications de légitimité concurrentes après le 7 février 2027.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les dispositions constitutionnelles d'Haïti pour la continuité du gouvernement pendant les transitions reflètent un modèle historique de successions présidentielles irrégulières et d'autorités intérimaires. Les transitions précédentes incluant 2004 et 2016 ont fonctionné sous des interprétations constitutionnelles d'urgence permettant des périodes intérimaires prolongées.

POINTS DE DISCUSSION

Privert argumente que les dispositions constitutionnelles empêchent un vide institutionnel après le 7 février 2027 permettant la continuité du gouvernement sans succession formelle.

La position des États-Unis soutient explicitement la dissolution du CPT et la continuation de Fils-Aimé contredisant les arguments d'extension de l'autorité du conseil.

Aucune réponse publique de membre du CPT aux interprétations constitutionnelles concurrentes suggère une fragmentation interne sur la stratégie post-mandat.

L'analyse de Presse-Gauche identifie un arrangement négocié versus une transition chaotique comme voies de scénarios primaires.

Onze jours restent avant l'expiration du mandat sans consensus politique visible sur le mécanisme de succession.

Le risque de revendications de légitimité concurrentes est élevé par l'absence d'interprétation constitutionnelle convenue ou de cadre négocié.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes politiques devraient clarifier leur position sur l'interprétation constitutionnelle et le cadre de succession avant la date limite du 7 février 2027.

Les partenaires internationaux devraient déterminer s'ils doivent reconnaître la continuité du gouvernement sans autorité du CPT ou maintenir la pression pour un mécanisme de succession formel.

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Les acteurs du secteur privé devraient évaluer les scénarios de risque de gouvernance et la planification de contingence pour les revendications de légitimité concurrentes.

Les organisations de la société civile devraient intensifier les efforts de médiation pour établir un cadre de succession consensuel dans la fenêtre de onze jours restante.

Les experts juridiques devraient fournir une analyse constitutionnelle faisant autorité sur l'autorité du gouvernement en l'absence d'institution présidentielle ou présidentielle transitionnelle.

Les missions diplomatiques devraient coordonner leur position sur les critères de reconnaissance pour les autorités post-7 février 2027 afin de prévenir la compétition de légitimité.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller l'identification de membres du CPT sanctionnés ou la réponse officielle du conseil aux restrictions de visa des États-Unis. Suivre le calendrier d'évaluation de sécurité de l'aviation et les annonces potentielles de restauration de service de l'AAN et de l'OFNAC. Observer les activités supplémentaires de coordination des forces de sécurité de Saint-Cyr ou Fils-Aimé signalant une consolidation continue de l'autorité exécutive.

CETTE SEMAINE

Évaluer si des membres supplémentaires du CPT font face à des sanctions des États-Unis ou internationales avant la date limite du 7 février 2027. Surveiller les propositions de cadre de succession de partis politiques ou de la société civile gagnant en traction. Suivre les modèles d'activité de gangs pour déterminer si l'attaque aérienne signale une offensive plus large ou un incident isolé. Évaluer les déclarations de partenaires internationaux clarifiant les critères de reconnaissance post-mandat.

HORIZON STRATÉGIQUE

L'expiration du mandat du CPT le 7 février 2027 représente un point d'inflexion critique avec des scénarios concurrents de transition négociée versus fragmentation institutionnelle. La pression des États-Unis pour la dissolution du CPT et la continuation de Fils-Aimé peut produire des changements de composition préventifs du conseil ou déclencher une compétition de légitimité. L'isolement aérien aggrave les contraintes humanitaires et économiques accélérant potentiellement la pression politique pour des gains de sécurité. La crédibilité du calendrier électoral dépend de la résolution du mécanisme de succession et de la stabilisation de l'environnement de sécurité.

SOURCES PRIMAIRES

Reportages d'HaitiLibre sur la coordination de sécurité du CPT et les incidents d'aviation
Communications officielles Facebook du CPT
Reportages de Reuters sur les restrictions de visa des États-Unis contre les membres du CPT
Annonce du Département d'État des États-Unis sur les sanctions INA
Entrevue du Nouvelliste avec l'ancien président Jocelerme Privert
Commentaire analytique de Presse-Gauche sur les scénarios du 7 février
Déclaration officielle de l'Aviation Civile Nationale sur les coups de feu contre les avions
Annonce d'enquête de sécurité de l'Office National de l'Aviation Civile
Prolongation de restriction de vol de la Federal Aviation Administration en Haïti
Évaluation du risque aérien de Safe Airspace pour les opérations en Haïti
Reportage du service de nouvelles des Nations Unies sur le contrôle territorial des gangs
Calendrier électoral officiel du Conseil Électoral Provisoire
Reportage de Juno7 sur la mobilisation de la diaspora pour une résolution pacifique